

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 17 DÉCEMBRE 2018**

JP/VA

OBJET : 2.3.4. ADMINISTRATION GENERALE – FONCIER - CONVENTION OCCUPATION DOMAINE SYNDICAL – ADN

L'an deux mille dix-huit, le dix-sept du mois de décembre à seize heures, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le Président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis quartier Les Vergnades à LARGENTIERE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, Président du Syndicat.

Étaient présents :

M. Jean PASCAL, Président du Syndicat,
M. Gilles DEVANCIARD, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe SAUBIN, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Claude BACCONNIER, Vice-Président du Syndicat
M. Jean-Manuel GARRIDO, Vice-Président du Syndicat,
M. Philippe MERINE, Vice-Président du Syndicat,

M. Christian FAUGIER, Vice-Président du Syndicat,
Mme Geneviève CHASTAGNIER, Vice-Présidente du Syndicat,
M. Joseph FALLOT, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-François CUTTIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Jean-Léon VIELLARD, Vice-Président du Syndicat,

Étaient excusés :

M. Jacques CHARRIERE, Vice-Président du Syndicat,
M. Patrice FLAMBEAUX, Vice-Président du Syndicat,

Étaient absents :

M. Angelin RAMANMALI, Vice-Président du Syndicat,
M. Stéphane CIVIER, Vice-Président du Syndicat,
M. Max DIVOL, Vice-Président du Syndicat,

A été élu secrétaire de séance : M. Gilles DEVANCIARD

OBJET : 2.3.4. ADMINISTRATION GENERALE – FONCIER - CONVENTION D'OCCUPATION DOMAINE SYNDICAL – ADN

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et des délibérations du Comité Syndical en date du 26 mai 2014 et 3 juillet 2017).

Par délibération du 6 octobre 2009, le bureau syndical a autorisé le président à signer une convention d'autorisation d'occupation du domaine syndical pour l'installation d'équipements de communications électroniques. Cette convention avait comme signataires le SEBA, le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (ADN), et leurs délégataires, SAUR et ADTIM. La convention évoquait le réseau FTTB, objet du premier déploiement orchestré par ADN.

Dans le cadre cette fois du déploiement du FTTH, ADN sollicite le syndicat pour conclure une nouvelle convention, avec les principales modifications suivantes :

- le SEBA et ADN seraient les seuls signataires,
- les opérations nouvelles concernant essentiellement du survol de notre domaine, des préconisations techniques complémentaires seront apportées dans la convention,
- une fiche technique sera transmise par ADN pour chaque opération, qui devra donner lieu à validation individuelle par le SEBA.

La proposition de convention est jointe en annexe.

Le bureau syndical décide, à l'unanimité des membres présents, de :

- **ACCORDER** au syndicat mixte ADN l'autorisation d'occupation ou de survol du domaine syndical dans le cadre du déploiement du FTTH,
- **ACCORDER** cette autorisation à titre gracieux (article L2125-1-1° du CGPPP),
- **AUTORISER** le président à signer la convention concernée et à mener toutes les démarches nécessaires à la concrétisation de ce dossier.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le Président,

Jean PASCAL

**CONVENTION D'AUTORISATION D'OCCUPATION DU
DOMAINE SYNDICAL POUR L'INSTALLATION
D'EQUIPEMENTS DE COMMUNICATIONS
ELECTRONIQUES DANS LE CADRE DU
DEPLOIEMENT F.T.T.H.**

Entre les soussignés :

- **Le Syndicat des Eaux du Bassin de l'Ardèche (S.E.B.A.)**, dont le siège est fixé à Les Vergnades 07110 Largentière, représenté par son président M. Jean PASCAL, dûment autorisé aux présentes par délibération du bureau syndical en date du 17 décembre 2018, ci-après désigné « le Propriétaire » ou « le S.E.B.A. »,
- **Le Syndicat Mixte Ardèche-Drôme Numérique (A.D.N.)**, dont le siège est fixé Rovaltain – 8 avenue de la Gare, 26300 Alixan, représenté par Mme Nathalie HELMER en sa qualité de présidente, dûment habilitée aux fins des présentes par délibération du syndical en date du, ci-après désigné « l'Occupant » ou « A.D.N. ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Le syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.) est composé de la Région Auvergne Rhône-Alpes, des Départements de l'Ardèche et de la Drôme et des EPCI à fiscalité propre sis sur ces mêmes départements. Ce syndicat a décidé l'établissement d'un réseau de communications électroniques sur le territoire des départements de l'Ardèche et de la Drôme et d'ouvrir le réseau de transport de communications électroniques ainsi réalisé aux opérateurs et à des utilisateurs de réseaux indépendants, dans le cadre du premier alinéa du I de l'article L.1425-1 du code général des collectivités territoriales. Pour mettre en œuvre cette opération, le cadre juridique choisi par le syndicat mixte A.D.N. est celui de la délégation de service public, sous la forme d'une concession de travaux et de services publics.

Les parties déclarent avoir pris connaissance de la convention de délégation de service public relative à l'établissement et l'exploitation d'un réseau de communications électroniques haut et très haut débit du syndicat mixte Ardèche Drôme Numérique (A.D.N.) avec la société ADTIM-FTTH. Dans la présente convention, dont la durée est susceptible de dépasser le terme de la délégation de service public, les termes « A.D.N. » ou « l'Occupant » peuvent désigner à la fois A.D.N. ou son délégataire, A.D.N. demeurant l'interlocuteur unique pour le Propriétaire.

Le réseau de communications électroniques projeté sera en mesure d'offrir des services diversifiés et performants, et contribuera ainsi à l'amélioration des conditions d'accueil des entreprises et au développement des usages et des services Internet par les particuliers.

Afin d'établir le réseau de communications électroniques, l'Occupant s'est rapproché du Propriétaire en vue de demander une autorisation d'occupation du domaine syndical du S.E.B.A.

En effet, le S.E.B.A. est propriétaire de parcelles relevant de son domaine syndical, la présente convention portant sur l'ensemble du domaine public du S.E.B.A. implanté sur l'ancien domaine ferroviaire dit « de l'Etoile de Vogüé ».

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

Article 1. Objet de la convention.

La présente convention a pour objet de déterminer les conditions techniques, administratives et financières auxquelles est subordonnée l'autorisation d'occupation du domaine du S.E.B.A. dans le cadre de l'établissement et l'exploitation du réseau de communications électroniques haut et très haut débit du syndicat

mixte Ardèche Drôme Numérique mis en place dans le cadre du premier alinéa du I de l'article L. 1425-1 du code général des collectivités territoriales.

Article 2. Désignation des installations.

Les emplacements occupés désignent des linéaires et surfaces mises à disposition de l'Occupant par le Propriétaire.

Les équipements mis en place au titre de la construction du réseau A.D.N. seront détaillés dans la fiche individualisée de chaque projet.

Article 3. Conditions d'occupation.

Le Propriétaire, après avoir pris connaissance de la nature des équipements définis dans la fiche-projet, autorise A.D.N. à disposer des emplacements nécessaires au passage des fourreaux et à la pose des chambres, tels qu'indiqués sur les plans et schémas détaillés dans la fiche-projet.

Les fiches-projets détaillées du réseau de communications électroniques seront transmises par A.D.N au Propriétaire pour validation, avant chaque implantation. Le Propriétaire disposera d'un délai de deux semaines pour donner son accord express sur la conformité technique du projet avec les termes de la présente convention, et notamment son article 5. La réalisation des travaux ne pourra commencer qu'après cet accord express, la fiche-projet valant alors annexe à la présente convention.

Les pièces à fournir dans la fiche-projet sont à minima :

- Un plan de localisation au 1/25000^{ème}
- Une photo aérienne du projet avec visualisation des parcelles cadastrales
- Un code couleur différent pour l'existant et le nouveau
- Des photos avec report des travaux envisagés
- Un descriptif technique des travaux envisagés
- Les nom, prénom et coordonnées de la personne responsable du projet à contacter.

Tout point d'interrogation particulier rendra obligatoire une visite sur le terrain avec un agent du S.E.B.A.

Tout passage à proximité, sur ou sous les viaducs sont des points particuliers qui nécessitent une validation particulière du S.E.B.A.

Par ailleurs, le Propriétaire fournira l'ensemble des servitudes de passage nécessaires à l'intervention de l'Occupant, ainsi qu'à toute personne mandatée par lui, dans le respect des autorisations requises pour l'exercice de l'activité d'opérateur de communications électroniques.

Article 4. Dispositions préalables à l'exécution des travaux.

Il sera procédé à un état des lieux contradictoire avant le commencement des travaux.

L'implantation des ouvrages sera réalisée en présence du représentant du Propriétaire. En cas de travaux à proximité du réseau ossature, la présence sur place d'un technicien du SEBA tranchée ouverte sera requise.

L'Occupant s'engage d'autre part à prendre toutes mesures utiles pour que le personnel exécutant les travaux, y compris celui des entreprises travaillant pour son compte et celui des sous-traitants, ait parfaite connaissance des prescriptions contenues dans la présente convention.

Article 5. Modalités d'exécution des travaux.

Les travaux seront réalisés conformément à la fiche-projet et, le cas échéant, à toutes autres pièces également fournies, notamment :

- Plans de situation des ouvrages,
- Plans type des ouvrages,
- Coupes de passage sous tunnels,
- Coupes de passage sur viaducs.

Tout opérateur devra se prémunir et protéger les conduites d'eau potable existantes et futures contre les « courants vagabonds » que ses installations pourraient engendrer.

En outre, les travaux devront être réalisés conformément aux conditions imposées par le Propriétaire et notamment (les prescriptions peuvent être cumulatives) :

Cas de pose d'un réseau enterré en parallèle à l'ancienne voie ferrée :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre. L'ouvrage sera déporté au maximum de l'axe de l'ancienne voie ferrée, en limite de propriété du S.E.B.A. afin de respecter la plate forme disponible pour l'exercice des compétences du S.E.B.A. En particulier, aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite ossature d'eau potable du S.E.B.A.

Une distance minimale de 2,50 mètres de part et d'autre de la conduite ossature est exigée. Les 2,50 mètres s'entendent à partir du diamètre extérieur du tuyau (et non de son axe). Si aucun réseau ossature n'existe, une distance de 3,00 mètres de part et d'autre de l'axe de la plateforme est exigée.

Cas de pose d'un réseau enterré en traversée avec ouvrage ossature du S.E.B.A. présent :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre. Aucune implantation d'infrastructure n'est autorisée en implantation supérieure à la conduite ossature d'eau potable du S.E.B.A. A l'endroit du croisement entre la conduite d'eau et le réseau de communication électronique, une distance minimale de 0,50 mètre entre la génératrice inférieure du réseau du S.E.B.A. et la génératrice supérieure du réseau d'A.D.N. sera respectée.

Cas de pose d'un réseau enterré en traversée sans ouvrage ossature du S.E.B.A. :

La fouille sera effectuée en technique traditionnelle déblai-remblai sur une largeur de 0.50 mètre avec une charge de 1.80 mètre au-dessus de la génératrice supérieure du fourreau.

Cas de pose de poteau (ou pylône) sur le domaine foncier du SEBA non cessible avec ouvrage ossature du SEBA présent :

Les poteaux doivent être implantés au minimum à 2,50 mètres de part et d'autre de la conduite ossature (y compris les fondations nécessaires). Les 2,50 mètres s'entendent à partir du diamètre extérieur du tuyau (et non de son axe).

Il est strictement interdit toutes implantations dans les fossés ou ouvrages de pluvial. Tous les obstacles ou les travaux empêchant le bon écoulement du pluvial sont proscrits.

Cas de pose de poteau (ou pylône) sur le domaine foncier du SEBA non cessible sans ouvrage ossature du SEBA présent :

Les poteaux doivent être implantés au minimum à 3,00 mètres de part et d'autre de l'axe de la plateforme (y compris les fondations nécessaires).

Il est strictement interdit toutes implantations dans les fossés ou ouvrages de pluvial. Tous les obstacles ou les travaux empêchant le bon écoulement du pluvial sont proscrits.

Cas de pose de ligne aérienne en traversée sur le domaine foncier du SEBA non cessible, avec ouvrage ossature du SEBA présent ou non :

Toute pose de ligne aérienne en traversée de la plateforme de la voie doit se tenir au minimum à 6,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel de l'axe de la plateforme et sur la largeur de la plateforme. De plus, il doit être maintenu 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel des talus.

Cas de pose de ligne aérienne en parallèle avec poteau (ou pylône) de la plateforme sur le domaine foncier du SEBA non cessible, avec ouvrage ossature du SEBA présent ou non :

Toute pose de ligne aérienne en parallèle de la plateforme de la voie doit se tenir au minimum à 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel de la plateforme (si la distance entre l'axe de la plateforme et l'aplomb de la ligne est comprise entre 3,00 et 5,00 mètres) et 4,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel du talus.

Si un chemin ou un accès à la plateforme existe sur le trajet de pose de la ligne aérienne, la pose de la ligne aérienne pour ce passage particulier doit se tenir au minimum à 6,00 mètres de hauteur par rapport au terrain naturel du passage.

Cas particulier de la liaison entre un réseau existant souterrain

Toutes les prescriptions de pose du réseau enterré s'appliquent. La liaison entre le réseau souterrain et aérien se fera au pied du pylône existant ou à créer (dans le cadre des prescriptions techniques d'implantation des pylônes).

A.D.N. s'engage à avertir le Propriétaire de la date de commencement des travaux huit jours avant leur démarrage, et de leur date d'achèvement huit jours après la fin des travaux.

Les dispositions de détail qui auront été arrêtées en commun devront être respectées lors de l'exécution des travaux.

A.D.N. devra respecter les réseaux déjà présents dans l'emprise de la propriété du S.E.B.A., qu'il s'agisse de ceux du S.E.B.A. ou de ceux détenteurs d'un titre légitime d'autorisation d'occupation à usage public ou privé délivrés par le S.E.B.A.

En matière de sécurité, l'ouvrage devra satisfaire aux prescriptions des textes réglementaires en vigueur.

Article 6. Exploitation, entretien, renouvellement et modification ultérieure de l'ouvrage.

Considérant que le Propriétaire conserve toutes possibilités d'intervenir sur sa propriété, d'y établir tous réseaux et ouvrages techniques pour son propre compte et pour celui de ses communes membres, A.D.N. s'engage :

- à avertir le Propriétaire de toute intervention programmée d'exploitation et d'entretien quinze jours à l'avance. Dans le cas où une intervention d'urgence serait nécessaire, A.D.N. est autorisé à réaliser les travaux indispensables, sous réserve d'en informer sans délai le Propriétaire ;
- à solliciter l'autorisation de modifications et de déplacements de ses ouvrages à son initiative trois mois à l'avance ;
- en cas de non respect des modalités des articles 3 et 5 lors de l'établissement ou de l'extension du réseau A.D.N., à prendre à sa charge, tant du côté technique que financier, toutes modifications ou déplacements des ouvrages de l'Occupant qui occasionneraient une gêne pour l'établissement ou l'extension de nouveaux réseaux ou ouvrages du S.E.B.A. ;
- à n'exercer aucun recours pour quelque raison que ce soit à l'encontre du Propriétaire ;
- en cas d'incident dont la cause est imputable à l'Occupant, à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour assurer la continuité et le rétablissement des services publics du S.E.B.A.

Pour chaque tronçon de l'infrastructure, A.D.N. devra fournir les plans de récolement des différentes infrastructures au Propriétaire. Ces informations seront fournies à la fin du déploiement, puis sur demande après un délai de six mois. Elles seront fournies dans un délai maximum d'un mois, sous forme de données géolocalisées pouvant être reprises dans des systèmes d'informations géographiques et suivant un format largement répandu. A.D.N. devra notamment se conformer aux dispositions mises en place dans le cadre des décrets relatifs à l'article L33-7 du code des postes et communications électroniques.

Article 7 Résiliation.**7.1 - Résiliation de plein droit**

La présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Propriétaire si A.D.N. ne respecte pas une quelconque de ses obligations contractuelles. En cas de non-respect des obligations conventionnelles, A.D.N. sera destinataire d'une mise en demeure délivrée par lettre recommandée avec accusé de réception.

A défaut de réponse dans un délai d'un mois suivant cette mise en demeure, la résiliation de la présente convention pourra être constatée et notifiée par le Propriétaire à l'Occupant, par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet un mois après la date de réception de cette seconde lettre recommandée par l'Occupant.

7.2 - Résiliation par A.D.N.

En cas de survenance de toutes raisons techniques impératives (notamment changement de l'architecture du réseau, évolution technologique du réseau), A.D.N. pourra résilier en tout ou partie la présente convention.

Cette résiliation sera notifiée au S.E.B.A. par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle prendra effet un mois après la date de réception de la lettre recommandée par le Propriétaire.

Dans toutes ces hypothèses, aucune indemnité ne sera due de part et d'autre.

Article 8. Dispositions financières.

En contrepartie de la mise à disposition des emplacements mentionnés à l'article 3, la présente convention est consentie et acceptée à titre gratuit, en vertu de l'article L2125-1-1° du code général de la propriété des personnes publiques.

Article 9. Durée – modifications de la convention.

La présente convention entrera en vigueur, après sa transmission au contrôle de légalité, à la date de notification de la convention à A.D.N. par le S.E.B.A.

Elle restera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2035.

Les parties conviennent de se réunir au moins un an avant son terme en vue d'assurer la continuité du service public dans les meilleures conditions.

Article 10. Caractère personnel.

La présente convention concerne une autorisation donnée à titre personnel et non cessible.

Fait en trois exemplaires originaux, à Largentière le _____,

Le Président du S.E.B.A.,

La Présidente du Syndicat A.D.N.,

Jean PASCAL

Nathalie HELMER